

L'émission *Les Guignols de l'info*, caricature politique emblématique des années 1980 à 2000, présente Yasser Arafat comme celui qui négocie tout, y compris les plannings de négociation. Derrière l'ironie, cette représentation souligne la perception française d'un dirigeant indissociable du dialogue, de la diplomatie et de la scène internationale.

Né au Caire en 1929, Arafat suit une formation d'ingénieur dans un contexte intellectuel dominé par le panarabisme nassérien. Inspiré par les idéaux tiers-mondistes, socialistes et laïcs de son temps, il assiste à l'échec de l'espoir d'unification d'un monde arabe au cœur d'un moyen Orient fraîchement décolonisé, d'abord en 1948 avec la création d'Israël, puis en 1956 lors de la crise de Suez. De cette désillusion naît la conviction que la libération de la Palestine doit être menée par les Palestiniens eux-mêmes. En 1959, il fonde le *Fatah*, mouvement nationaliste et laïque, qui vise à rendre au peuple palestinien une identité politique autonome.

Sous sa direction, le Fatah opère une transformation majeure : il dépasse la logique de la résistance armée pour devenir un acteur politique à part entière, porteur d'un projet national inspiré du socialisme arabe mais adapté à la réalité palestinienne.

Comment le Fatah transforme-t-il une lutte d'opposition à Israël en un projet politique fondé sur le nationalisme arabe palestinien, tout en plaçant au centre de cette représentation un dirigeant écarté par des figures d'oppositions du territoire qu'il revendique ?

I. Le Fatah et Arafat : genèse et incarnation du nationalisme palestinien (1959-1969)

1. Contexte régional et fondation (1948-1959)

La création de l'État d'Israël en 1948, suivie de la *Nakba*, provoque la dispersion du peuple palestinien et la perte de toute souveraineté nationale. Les États arabes, malgré leurs interventions militaires, échouent à défendre efficacement la cause palestinienne, créant un vide politique et identitaire. Dans ce contexte, Yasser Arafat et Khalil al-Wazir fondent en 1959, au Koweït, le mouvement *Fatah*, avec pour objectif central la libération autonome de la Palestine, sans dépendance vis-à-vis des régimes arabes. Tout en s'inscrivant dans la mouvance du panarabisme de Nasser, le Fatah recentre la lutte sur la spécificité nationale palestinienne, rompant avec l'idée d'une libération portée par les seuls États arabes.

2. Le Fatah comme mouvement de libération autonome (1960-1968)

Dès 1965, le Fatah engage ses premières opérations militaires contre Israël, marquant son entrée sur la scène régionale et affirmant la primauté de l'action palestinienne dans la lutte armée. La guerre des Six Jours, en 1967, se solde par la défaite des États arabes et l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, aggravant la crise de légitimité des gouvernements arabes. Cette défaite renforce l'idée que la libération nationale doit être conduite par les Palestiniens eux-mêmes. Le Fatah développe alors une stratégie combinant lutte armée et mobilisation populaire, cherchant à se légitimer comme le véritable représentant du peuple palestinien et à poser les bases d'une souveraineté future.

3. **Yasser Arafat : incarnation des ambitions nationales (1965-1969)**

Entre 1965 et 1969, Yasser Arafat s'impose comme le symbole du nationalisme palestinien. Dirigeant charismatique et pragmatique, il parvient à fédérer autour de lui les différentes composantes du mouvement national. En 1969, sa prise de la présidence de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) marque un tournant : il transforme cette structure, jusqu'alors dominée par les États arabes, en un instrument politique du Fatah. L'association entre Arafat et le Fatah incarne dès lors la double ambition palestinienne : mener la lutte armée pour la libération du territoire et obtenir la reconnaissance politique internationale. Cette période pose ainsi les fondations de la future revendication d'un État palestinien indépendant.

II. Le Fatah et Arafat : de la lutte armée à la représentation politique internationale (1969-1993)

1. **Consolidation militaire et légitimité symbolique (1969-1970)**

En 1969, Yasser Arafat prend la présidence de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en s'imposant grâce au Fatah et à ses actions armées alors que la Ligue Arabe, dirigée par Gamal Abdel Nasser cherchait une proposition d'institutionnalisation exempte du Fatah. Le pouvoir se centralise alors autour de l'organisation d'Arafat, qui impose progressivement son contrôle sur l'OLP et devient la principale force du mouvement national palestinien se transformant ainsi en représentation politique autonome du peuple palestinien.

La bataille de Karameh, en 1968, où les forces palestiniennes résistent à une offensive israélienne, renforce considérablement la légitimité du Fatah et d'Arafat. Ce dernier acquiert une stature de chef militaire et symbolique, figure de la résistance et de l'unité nationale.

Cependant, la rivalité croissante entre le Fatah et la monarchie jordanienne aboutit, en 1970, à une répression sanglante des fedayin palestiniens par l'armée du roi Hussein : les affrontements, connus sous le nom d'« événements de Septembre noir », conduisent à l'expulsion du Fatah vers le Liban. Dans ce contexte, une faction radicale issue de l'OLP adopte le nom de *Septembre noir* et revendique plusieurs actions spectaculaires, dont l'attentat des Jeux olympiques de Munich en 1972. Bien qu'Arafat et le Fatah s'en désolidarisent officiellement, ces opérations portent atteinte à la crédibilité diplomatique du mouvement.

Ces années consacrent néanmoins la figure d'Arafat comme incarnation de la lutte nationale palestinienne et symbole d'un peuple cherchant à se doter de sa propre représentation politique.

2. **Affirmation diplomatique et reconnaissance internationale (1974-1988)**

Le discours d'Arafat à l'ONU en 1974 marque une étape majeure : l'OLP est reconnue comme représentant légitime du peuple palestinien. En prononçant la formule devenue célèbre — « Je suis venu portant un rameau d'olivier et un fusil de combattant » —, Arafat résume la double stratégie du Fatah : résistance armée et ouverture diplomatique.

La guerre du Liban en 1982 et le siège de Beyrouth entraînent l'exil d'Arafat à Tunis, affaiblissant la présence du Fatah sur le terrain palestinien. L'« opération Jambe de bois »

(1985), lancée depuis la Tunisie, illustre cette perte de capacité militaire : elle se solde par un échec logistique et un bombardement israélien dévastateur contre le QG du Fatah.

Toutefois, la proclamation de l'État de Palestine à Alger en 1988, accompagnée d'une reconnaissance implicite d'Israël, marque un tournant. Le Fatah se détourne de la lutte armée pour s'imposer comme acteur diplomatique central du processus de paix.

3. **Transition vers la représentation institutionnelle (fin des années 1980-1993)**

À la fin des années 1980, le Fatah met en place des structures pré-étatiques dans les territoires occupés et la diaspora. Ce passage d'une logique révolutionnaire à une organisation politique stable traduit la maturation du mouvement national palestinien. Arafat transforme sa légitimité symbolique en légitimité institutionnelle, devenant à la fois le visage diplomatique et le représentant officiel du peuple palestinien.

Cette évolution prépare la phase suivante : les Accords d'Oslo de 1993, qui ouvrent la voie à la création de l'Autorité palestinienne, marquent la concrétisation du projet politique amorcé sous la direction d'Arafat et du Fatah.

III. Du symbole à la gouvernance : le Fatah et Arafat dans la construction étatique palestinienne (1993-2011)

1. **Les Accords d'Oslo et la naissance d'une autorité (1993-1994)**

Les Accords d'Oslo, signés en 1993 entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), établissent une reconnaissance mutuelle : Israël admet l'OLP comme représentant légitime du peuple palestinien, tandis que celle-ci reconnaît le droit à l'existence de l'État d'Israël. En 1994, la création de l'Autorité palestinienne (AP) concrétise cette reconnaissance sur le plan institutionnel. Yasser Arafat, revenu de l'exil, en devient le premier président, cumulant les rôles de chef d'État, de chef politique et de symbole national. Le Fatah cesse alors d'être un simple mouvement de libération pour se transformer en acteur de gouvernance, chargé de construire les fondements administratifs, politiques et économiques d'un futur État palestinien. La légitimité du Fatah devient désormais institutionnelle et non plus seulement révolutionnaire.

2. **Consolidation institutionnelle et limites du pouvoir (1994-2000)**

Durant cette période, le Fatah entreprend de bâtir les premières institutions palestiniennes : structures administratives, forces de sécurité et embryon d'appareil judiciaire dans les territoires de Cisjordanie et de Gaza. Cependant, la gouvernance d'Arafat se caractérise par une forte centralisation du pouvoir. Le présidentielisme s'accompagne d'un clientélisme étendu, limitant l'émergence d'une véritable culture démocratique. La Seconde Intifada, déclenchée en 2000, provoque une explosion de violence et une profonde contestation interne. Le Fatah, perçu comme corrompu et autoritaire, voit son prestige s'éroder. Cette crise révèle les contradictions de l'expérience palestinienne : la construction institutionnelle demeure fragile, minée par la dépendance économique, la division territoriale et la persistance de l'occupation israélienne. La représentation politique du peuple palestinien se heurte ainsi à la fois à la pression externe et à la désillusion interne.

3. **Rivalités et héritage (2004-2011)**

La mort d'Arafat en 2004 provoque une crise de leadership majeure. Le Fatah, dépourvu

de figure fédératrice, entre dans une période de fragmentation politique. En 2006, la victoire électorale du Hamas remet en cause son hégémonie et inaugure une division durable du pouvoir palestinien : le Fatah conserve la Cisjordanie, tandis que le Hamas contrôle la bande de Gaza. Le Conseil législatif palestinien, où le Fatah ne détient que 45 sièges sur 132, cesse de fonctionner régulièrement après 2007, symbolisant la paralysie institutionnelle du système politique palestinien. Malgré ces tensions, l'héritage d'Arafat demeure : il a été le premier à doter le nationalisme palestinien d'une expression politique et administrative concrète. Le Fatah, sous sa direction, a incarné la transition d'un mouvement de résistance armée vers une forme d'autorité étatique reconnue sur la scène internationale.

Yasser Arafat et le Fatah ont connu un succès limité dans la construction d'un État palestinien pleinement souverain. Les rivalités internes, la montée du Hamas, la dépendance aux équilibres régionaux et la pression d'Israël ont empêché la mise en place d'institutions stables et d'un contrôle territorial complet.

Pourtant, Arafat et le Fatah ont réussi à créer un sentiment national palestinien fort et à faire de la Palestine une question reconnue sur la scène internationale. La reconnaissance d'un État palestinien par la France en 2025 illustre la pérennité de cette représentation politique et symbolique.

Ainsi, Arafat incarne une double réalité : l'échec relatif de l'État concret, mais la réussite durable d'une identité nationale et d'une légitimité internationale, montrant que la construction étatique peut être partielle mais politiquement et symboliquement significative.

Bibliographie :

[AFP](#), « 1982-1994, les douze ans d'exil tunisien de Yasser Arafat », [La Libre Belgique](#), 3 novembre 2004

Les Guignols - CANAL +, *YASSER ARAFAT ADORAIT NÉGOCIER*, https://www.youtube.com/watch?v=0JwZEHQq_ts, 15 avril 2025

P. Blanc, J.P. Chagnollaude, *Atlas du Moyen-Orient - Aux racines de la violence*, troisième édition Autrement, Juin 2023

X. Baron, *Les Palestiniens, Genèse d'une nation*, Point Histoire, Avril 2003